



Assemblée générale

Distr. générale
17 juin 2008
Français
Original : anglais

Soixante-deuxième session

Point 153 b) de l'ordre du jour

Financement des Forces des Nations Unies chargées du maintien de la paix au Moyen-Orient : Force intérimaire des Nations Unies au Liban

Rapport de la Cinquième Commission

Rapporteur : M. Steven Ssenabulya **Nkayivu** (Ouganda)

I. Introduction

1. À sa 3^e séance plénière, le 21 septembre 2007, l'Assemblée générale a décidé, sur la recommandation du Bureau, d'inscrire à l'ordre du jour de sa soixante-deuxième session la question intitulée « Financement des Forces des Nations Unies chargées du maintien de la paix au Moyen-Orient : Force intérimaire des Nations Unies au Liban » et de la renvoyer à la Cinquième Commission.
2. La Cinquième Commission a examiné la question à ses 37^e, 49^e et 51^e séances, les 5 mai et 5 et 13 juin 2008. Les déclarations et observations faites au cours des débats qu'elle lui a consacrés sont consignées dans les comptes rendus analytiques correspondants (A/C.5/62/SR.37, 49 et 51).
3. Pour l'examen de ce point de l'ordre du jour, la Commission était saisie des documents suivants :
 - a) Rapport du Secrétaire général sur l'exécution du budget de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2006 au 30 juin 2007 (A/62/632);
 - b) Rapport du Secrétaire général sur l'examen approfondi de la Cellule militaire stratégique (A/62/744);
 - c) Rapport du Secrétaire général sur le budget de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2008 au 30 juin 2009 (A/62/751);
 - d) Rapport correspondant du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (A/62/781/Add.5).



II. Examen du projet de résolution A/C.5/62/L.47

4. À la 49^e séance, le 5 juin, le représentant de la Suède a informé la Commission qu'aucun consensus ne s'était dégagé des consultations officielles sur la question.

5. À la même séance, le représentant d'Antigua-et-Barbuda, prenant la parole au nom des États Membres de l'Organisation des Nations Unies qui sont membres du Groupe des 77 et de la Chine, a présenté un projet de résolution intitulé « Financement de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban » (A/C.5/62/L.47).

6. À la 51^e séance, le 13 juin, le Secrétaire de la Commission a oralement corrigé le texte du projet de résolution comme suit :

a) Au paragraphe 1 du dispositif, après la date « du 30 juin 2006 », le mot « et » a été ajouté et le membre de phrase « et 62/___ du _____ » a été supprimé;

b) Au paragraphe 10 du dispositif, après le numéro de résolution « 60/266 », le mot « et » a été ajouté et le membre de phrase « et 62/___ du ___ » a été supprimé.

7. À la même séance, le Président de la Commission, à l'issue de consultations officielles, a proposé un amendement au projet de résolution, qui a été lu par le Secrétaire de la Commission, en vertu duquel il fallait insérer trois nouveaux paragraphes après le paragraphe 22, comme suit :

« 23. *Décide également* de maintenir un poste D-2 pour la direction de la Cellule militaire stratégique et un poste d'agent des services généraux;

24. *Décide en outre* que la date cible de cessation des activités de la Cellule militaire stratégique sera le 30 juin 2010 au plus tard;

25. *Prie* le Secrétaire général de déterminer dans quelle mesure le renforcement du Bureau des affaires militaires approuvé dans sa résolution 62/___ (voir A/C.5/62/L.57) a fourni les capacités et les moyens suffisants pour qu'il soit possible de mettre fin aux activités de la Cellule à la date cible mentionnée ci-dessus, et de lui rendre compte à l'occasion de l'examen du rapport d'ensemble qu'elle a demandé dans sa résolution 62/___ (voir A/C.5/62/L.57); »

et renuméroter en conséquence les paragraphes suivants.

8. À la même séance également, il a été demandé que la Commission procède à un vote enregistré portant sur le quatrième alinéa du préambule et sur les paragraphes 4, 5 et 21 du projet de résolution. Il a également été demandé que la Commission procède à un vote enregistré sur l'ensemble du projet de résolution.

9. À la même séance, avant le vote sur le projet de résolution, le représentant du Nicaragua a pris la parole sur une motion d'ordre (voir A/C.5/62/SR.51).

10. Également à la même séance, les représentants des États-Unis d'Amérique, d'Israël et d'Antigua-et-Barbuda (au nom des États Membres de l'Organisation des Nations Unies qui sont membres du Groupe des 77 et de la Chine) ont fait des déclarations avant le vote (voir A/C.5/62/SR.51).

11. À la même séance, la Commission a voté comme suit sur le projet de résolution A/C.5/62/L.47 :

a) À l'issue d'un vote enregistré, le quatrième alinéa du préambule et les paragraphes 4, 5 et 21 ont été conservés, par 74 voix contre 4 avec 45 abstentions. Les voix se sont réparties comme suit^{1,2} :

Ont voté pour :

Afghanistan, Afrique du Sud, Algérie, Angola, Antigua-et-Barbuda, Arabie saoudite, Argentine, Arménie, Bahreïn, Bangladesh, Bélarus, Bénin, Brésil, Brunéi Darussalam, Burkina Faso, Cambodge, Chili, Chine, Colombie, Congo, Costa Rica, Cuba, Djibouti, Égypte, Émirats arabes unis, Équateur, Éthiopie, Fédération de Russie, Guatemala, Guyana, Haïti, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Jamahiriya arabe libyenne, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Kirghizistan, Koweït, Liban, Malaisie, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mexique, Mongolie, Myanmar, Namibie, Népal, Nicaragua, Niger, Oman, Pakistan, Paraguay, Pérou, Philippines, Qatar, République arabe syrienne, République démocratique populaire lao, République dominicaine, République-Unie de Tanzanie, Sénégal, Singapour, Soudan, Sri Lanka, Thaïlande, Tunisie, Uruguay, Venezuela (République bolivarienne du), Viet Nam, Yémen, Zimbabwe

Ont voté contre :

Australie, Canada, États-Unis d'Amérique, Israël

Se sont abstenus :

Albanie, Allemagne, Andorre, Autriche, Belgique, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Cameroun, Chypre, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, ex-République yougoslave de Macédoine, Finlande, France, Géorgie, Grèce, Hongrie, Irlande, Islande, Italie, Japon, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malte, Monaco, Nouvelle-Zélande, Panama, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République de Corée, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Saint-Marin, Serbie, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse, Turquie

b) À l'issue d'un vote enregistré, l'ensemble du projet de résolution A/C.5/62/L.47 a été adopté par 124 voix contre 2 avec une abstention (voir par. 14). Les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour :

Afghanistan, Afrique du Sud, Albanie, Algérie, Allemagne, Andorre, Angola, Antigua-et-Barbuda, Arabie saoudite, Argentine, Arménie, Autriche, Bahreïn, Bangladesh, Bélarus, Belgique, Bénin, Bosnie-Herzégovine, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Cambodge, Cameroun, Canada, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Congo, Costa Rica, Croatie, Cuba, Danemark, Djibouti, Égypte, El Salvador, Émirats arabes unis, Équateur, Espagne, Estonie, Éthiopie, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Finlande, France, Gabon, Géorgie, Grèce, Guatemala, Guyana, Haïti, Hongrie, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Irlande, Islande, Italie, Jamahiriya arabe libyenne, Japon, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Kirghizistan, Koweït, Lettonie, Liban, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malaisie, Malte, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mexique, Monaco, Mongolie,

¹ Par la suite, la délégation d'El Salvador a indiqué qu'elle avait eu l'intention de voter pour.

² Par la suite, la délégation de l'Ukraine a indiqué que, si elle avait été présente, elle se serait abstenue.

Myanmar, Namibie, Népal, Nicaragua, Niger, Nouvelle-Zélande, Oman, Pakistan, Panama, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, République arabe syrienne, République de Corée, République démocratique populaire lao, République dominicaine, République tchèque, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Saint-Marin, Sénégal, Serbie, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Soudan, Sri Lanka, Suède, Suisse, Thaïlande, Tunisie, Turquie, Ukraine, Uruguay, Venezuela (République bolivarienne du), Viet Nam, Yémen, Zimbabwe

Ont voté contre :

États-Unis d'Amérique, Israël

Se sont abstenus :

Australie

12. Après l'adoption du projet de résolution, les représentants de la Slovénie (au nom des États Membres de l'Organisation des Nations Unies qui sont membres de l'Union européenne), du Liban, d'Israël, de l'Australie et du Canada ont fait des déclarations (voir A/C.5/62/SR.51).

13. Le représentant du Liban, exerçant son droit de réponse, a fait une déclaration (voir A/C.5/62/SR.51).

III. Recommandation de la Cinquième Commission

14. La Cinquième Commission recommande à l'Assemblée générale d'adopter le projet de résolution suivant :

Financement de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban

L'Assemblée générale,

Ayant examiné les rapports du Secrétaire général sur le financement de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban¹, le rapport du Secrétaire général sur l'examen approfondi de la Cellule militaire stratégique² et le rapport correspondant du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires³,

Rappelant la résolution 425 (1978) du 19 mars 1978 par laquelle le Conseil de sécurité a créé la Force intérimaire des Nations Unies au Liban et les résolutions ultérieures par lesquelles le Conseil a prorogé le mandat de la Force, dont la plus récente est la résolution 1773 (2007) du 24 août 2007 par laquelle il a prorogé son mandat jusqu'au 31 août 2008,

Rappelant également sa résolution S-8/2 du 21 avril 1978 et ses résolutions ultérieures relatives au financement de la Force, dont la plus récente est la résolution 61/250 C du 29 juin 2007,

Réaffirmant ses résolutions 51/233 du 13 juin 1997, 52/237 du 26 juin 1998, 53/227 du 8 juin 1999, 54/267 du 15 juin 2000, 55/180 A du 19 décembre 2000, 55/180 B du 14 juin 2001, 56/214 A du 21 décembre 2001, 56/214 B du 27 juin 2002, 57/325 du 18 juin 2003, 58/307 du 18 juin 2004, 59/307 du 22 juin 2005, 60/278 du 30 juin 2006, 61/250 A du 22 décembre 2006, 61/250 B du 2 avril 2007 et 61/250 C,

Réaffirmant également les principes généraux sur lesquels repose le financement des opérations de maintien de la paix des Nations Unies, qu'elle a énoncés dans ses résolutions 1874 (S-IV) du 27 juin 1963, 3101 (XXVIII) du 11 décembre 1973 et 55/235 du 23 décembre 2000,

Notant avec gratitude que des contributions volontaires ont été fournies à la Force,

Consciente qu'il est indispensable de doter la Force des ressources financières dont elle a besoin pour s'acquitter des responsabilités que lui imposent les résolutions du Conseil de sécurité,

1. *Prie* le Secrétaire général de charger le chef de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban d'établir les futurs projets de budget en se conformant strictement aux dispositions de ses résolutions 59/296 du 22 juin 2005, 60/266 du 30 juin 2006 et 61/276 du 29 juin 2007, ainsi que des autres résolutions pertinentes;

2. *Prend note* de l'état des contributions à la Force au 31 mars 2008, notamment du montant des contributions non acquittées, qui s'élevait à 144,9 millions de dollars des États-Unis, soit environ 3 % du montant total des

¹ A/62/632 et A/62/751.

² A/62/744.

³ A/62/781/Add.5.

contributions mises en recouvrement, constate avec préoccupation que soixante-quatorze États Membres seulement ont versé l'intégralité de leurs contributions statutaires et prie instamment tous les autres, en particulier ceux qui ont accumulé des arriérés, de verser les sommes dont ils demeurent redevables;

3. *Remercie* les États Membres qui ont acquitté le montant total de leurs contributions statutaires et prie instamment tous les autres de faire tout leur possible pour verser l'intégralité des contributions qu'ils doivent au titre de la Force;

4. *Se déclare profondément préoccupée* par le fait qu'Israël n'a pas respecté ses résolutions 51/233, 52/237, 53/227, 54/267, 55/180 A, 55/180 B, 56/214 A, 56/214 B, 57/325, 58/307, 59/307, 60/278, 61/250 A, 61/250 B et 61/250 C;

5. *Souligne de nouveau* qu'Israël doit se conformer strictement à ses résolutions 51/233, 52/237, 53/227, 54/267, 55/180 A, 55/180 B, 56/214 A, 56/214 B, 57/325, 58/307, 59/307, 60/278, 61/250 A, 61/250 B et 61/250 C;

6. *S'inquiète* de la situation financière des opérations de maintien de la paix, en particulier de son incidence sur le remboursement des pays qui, ayant fourni des contingents, ont à supporter une charge supplémentaire du fait des arriérés dont sont redevables certains États Membres;

7. *S'inquiète également* que le Secrétaire général n'ait pu qu'avec retard déployer certaines missions de maintien de la paix récentes, en Afrique en particulier, et les doter des ressources nécessaires;

8. *Souligne* que toutes les missions de maintien de la paix, en cours et futures, doivent être traitées de la même manière, sans discrimination, pour ce qui est des arrangements financiers et administratifs;

9. *Souligne également* que toutes les missions de maintien de la paix doivent être dotées de ressources suffisantes pour pouvoir s'acquitter effectivement et efficacement de leur mandat;

10. *Demande à nouveau* au Secrétaire général de tirer parti au mieux des installations et du matériel de la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi (Italie) afin de réduire au minimum le coût des achats à effectuer pour la Force;

11. *Souscrit*, sous réserve des dispositions de la présente résolution, aux conclusions et recommandations que le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a formulées dans son rapport³, et prie le Secrétaire général de veiller à ce qu'il y soit pleinement donné suite;

12. *Prend note* du paragraphe 38 du rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires;

13. *Prie* le Secrétaire général de faire en sorte que les dispositions pertinentes de ses résolutions 59/296, 60/266 et 61/276 soient intégralement appliquées;

14. *Prie également* le Secrétaire général de prendre toutes les mesures voulues pour que la Force soit administrée avec le maximum d'efficacité et d'économie;

15. *Prie en outre* le Secrétaire général de continuer à s'efforcer, afin de réduire les dépenses afférentes à l'emploi d'agents des services généraux, de pourvoir localement les postes de cette catégorie affectés à la Force, en tenant compte des besoins de celle-ci;

16. *Note* les importantes économies projetées pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2007 au 30 juin 2008, telles qu'indiquées dans le rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, et prie le Secrétaire général de prendre, dans la mesure du possible, des mesures pour améliorer les prévisions budgétaires concernant la Force, tout en ayant à l'esprit la nature imprévisible des opérations de maintien de la paix;

17. *Rappelle* le paragraphe 1 de la section XXI de sa résolution 61/276 et se félicite des liens de coopération entre les missions de la région et des efforts déployés par le Secrétaire général à cet égard;

18. *Note avec préoccupation* le taux élevé de vacance de postes parmi le personnel de la Force recruté sur les plans international et national et décide d'appliquer un taux de vacance de 14 % dans le cas du personnel recruté sur le plan international et de 15 % dans le cas du personnel recruté sur le plan national;

19. *Prend acte* des paragraphes 16 et 17 du rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, et décide d'appliquer un abattement de 8 % pour délais de déploiement aux prévisions de dépenses afférentes aux contingents;

20. *Prie* le Secrétaire général de suivre de très près les ressources dont a besoin la Force et de faire rapport à ce sujet dans ses futurs projets de budget;

21. *Prie à nouveau* le Secrétaire général de prendre les mesures nécessaires pour que soient intégralement appliqués le paragraphe 8 de sa résolution 51/233, le paragraphe 5 de sa résolution 52/237, le paragraphe 11 de sa résolution 53/227, le paragraphe 14 de sa résolution 54/267, le paragraphe 14 de sa résolution 55/180 A, le paragraphe 15 de sa résolution 55/180 B, le paragraphe 13 de sa résolution 56/214 A, le paragraphe 13 de sa résolution 56/214 B, le paragraphe 14 de sa résolution 57/325, le paragraphe 13 de sa résolution 58/307, le paragraphe 13 de sa résolution 59/307, le paragraphe 17 de sa résolution 60/278, le paragraphe 21 de sa résolution 61/250 A, le paragraphe 20 de sa résolution 61/250 B et le paragraphe 20 de sa résolution 61/250 C, souligne à nouveau qu'il incombe à Israël de payer la somme de 1 117 005 dollars correspondant aux dépenses occasionnées par l'incident survenu à Cana le 18 avril 1996, et prie le Secrétaire général de lui rendre compte de l'état de la question à sa soixante-troisième session;

22. *Décide* d'approuver le poste de chef de la Cellule d'analyse conjointe de la mission (P-5) et le poste de spécialiste des questions politiques (adjoint de 2^e classe) (P-2) au Bureau des affaires politiques et civiles;

23. *Décide également* de maintenir un poste D-2 pour la direction de la Cellule militaire stratégique et un poste d'agent des services généraux;

24. *Décide en outre* que la date cible de cessation des activités de la Cellule militaire stratégique sera le 30 juin 2010 au plus tard;

25. *Prie* le Secrétaire général de déterminer dans quelle mesure le renforcement du Bureau des affaires militaires, approuvé dans sa résolution 62/____⁴, a fourni les capacités et les moyens suffisants pour qu'il soit possible de mettre fin aux activités de la Cellule à la date cible mentionnée ci-dessus, et de lui rendre compte à l'occasion de l'examen du rapport d'ensemble qu'elle a demandé dans sa résolution 62/____⁴;

Rapport sur l'exécution du budget de l'exercice allant du 1^{er} juillet 2006 au 30 juin 2007

26. *Prend note* du rapport du Secrétaire général sur l'exécution du budget de la Force pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2006 au 30 juin 2007⁵;

Prévisions budgétaires pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2008 au 30 juin 2009

27. *Décide* d'ouvrir, pour inscription au Compte spécial de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban au titre de l'exercice allant du 1^{er} juillet 2008 au 30 juin 2009, un crédit de 680 932 600 dollars, dont 650 755 600 dollars pour la Force aux fins de son fonctionnement, 26 306 200 dollars pour le compte d'appui aux opérations de maintien de la paix et 3 870 800 dollars pour la Base de soutien logistique des Nations Unies;

Modalités de financement du crédit ouvert

28. *Décide également* de répartir entre les États Membres un montant de 113 488 767 dollars pour l'exercice allant du 1^{er} juillet au 31 août 2008, conformément aux catégories qu'elle a actualisées dans sa résolution 61/243 du 22 décembre 2006 et selon le barème des quotes-parts pour 2008, indiqué dans sa résolution 61/237 du 22 décembre 2006;

29. *Décide en outre* que, conformément aux dispositions de sa résolution 973 (X) du 15 décembre 1955, il sera déduit des sommes réparties en application du paragraphe 28 ci-dessus la part de chaque État Membre dans le montant de 2 312 883 dollars qui sera inscrit au Fonds de péréquation des impôts, et qui comprend le montant estimatif des recettes provenant des contributions du personnel approuvé pour la Force, soit 1 840 633 dollars, la part de celle-ci dans le montant estimatif des recettes provenant des contributions du personnel approuvé pour le compte d'appui, soit 421 267 dollars, et sa part du montant estimatif des recettes provenant des contributions du personnel approuvé pour la Base de soutien logistique des Nations Unies, soit 50 983 dollars;

30. *Décide*, sous réserve que le Conseil de sécurité décide de proroger le mandat de la Force, de répartir entre les États Membres un montant de 567 443 833 dollars pour la période allant du 1^{er} septembre 2008 au 30 juin 2009, à raison de 56 744 383 dollars par mois, conformément aux catégories qu'elle a actualisées dans sa résolution 61/243 et selon le barème des quotes-parts pour 2008 et 2009 indiqué dans sa résolution 61/237;

⁴ Voir A/C.5/62/L.57.

⁵ A/62/632.

31. *Décide également* que, conformément aux dispositions de sa résolution 973 (X) du 15 décembre 1955, il sera déduit des sommes réparties en application du paragraphe 30 ci-dessus la part de chaque État Membre dans le montant de 11 564 417 dollars qui sera inscrit au Fonds de péréquation des impôts, et qui comprend le montant estimatif des recettes provenant des contributions du personnel approuvé pour la Force, soit 9 203 167 dollars, la part de celle-ci dans le montant estimatif des recettes provenant des contributions du personnel approuvé pour le compte d'appui, soit 2 106 333 dollars, et sa part du montant estimatif des recettes provenant des contributions du personnel approuvé pour la Base de soutien logistique des Nations Unies, soit 254 917 dollars;

32. *Décide en outre* que, dans le cas des États Membres qui se sont acquittés de leurs obligations financières au titre de la Force, il sera déduit des sommes réparties conformément au paragraphe 28 ci-dessus la part de chacun dans le montant de 8 252 700 dollars représentant le solde inutilisé et les recettes diverses de l'exercice clos le 30 juin 2007, conformément aux catégories qu'elle a actualisées dans sa résolution 61/243 et selon le barème des quotes-parts pour 2007 indiqué dans sa résolution 61/237;

33. *Décide* que, dans le cas des États Membres qui ne se sont pas acquittés de leurs obligations financières au titre de la Force, la part de chacun dans le montant de 8 252 700 dollars représentant le solde inutilisé et les recettes diverses de l'exercice clos le 30 juin 2007 sera déduite des contributions restant à acquitter, selon les modalités énoncées au paragraphe 32 ci-dessus;

34. *Décide également* que la somme de 370 300 dollars représentant la diminution du montant estimatif des recettes provenant des contributions du personnel afférentes à l'exercice clos le 30 juin 2007 sera déduite des crédits correspondant au montant de 8 252 700 dollars visé aux paragraphes 32 et 33 ci-dessus;

35. *Souligne* qu'aucune mission de maintien de la paix ne doit être financée au moyen d'avances prélevées sur les fonds d'autres missions de maintien de la paix en cours;

36. *Engage* le Secrétaire général à continuer de prendre des mesures pour assurer la sûreté et la sécurité de tout le personnel qui participe à la Force sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies, en tenant compte des paragraphes 5 et 6 de la résolution 1502 (2003) du Conseil de sécurité, en date du 26 août 2003;

37. *Demande* pour la Force des contributions volontaires en espèces ou sous forme de services ou de fournitures pouvant être acceptés par le Secrétaire général, qui seront gérées selon la procédure et les pratiques qu'elle a établies;

38. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa soixante-troisième session, au titre du point intitulé « Financement des forces des Nations Unies chargées du maintien de la paix au Moyen-Orient », le point subsidiaire intitulé « Force intérimaire des Nations Unies au Liban ».